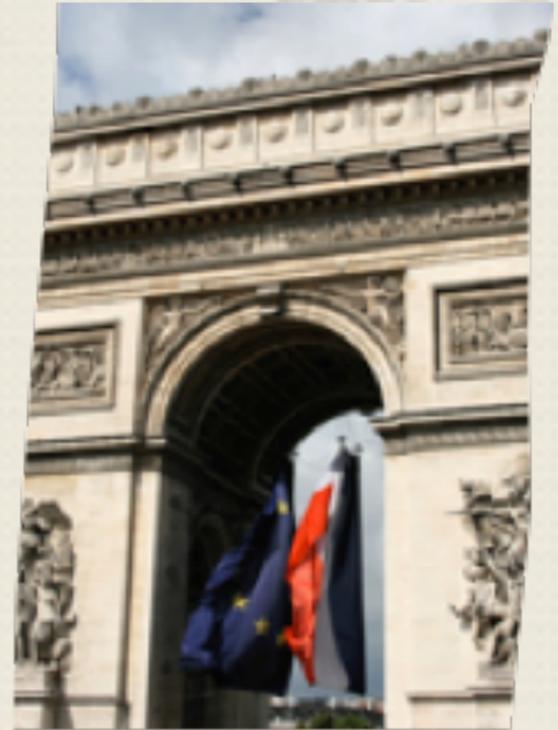


LA PRESSE EN REVUE...

MERCREDI 9 MAI 2018

SOMMAIRE

- 1) Il y a du grain à moudre
- 2) Le punching-ball !
- 3) Pas si simple avec son caractère
- 4) Ils pédalent dans la semoule
- 5) Enfin ! Un maire qui ose...



Diez Gérard La Presse en Revue

I) Hamon appelle à une "riposte sans répit" à l'encontre de Macron et son gouvernement



"Face à Macron, il faut assumer une forme de harcèlement politique et social", a lancé Benoît Hamon. @ AFP

"Face à Macron, il faut assumer une forme de harcèlement politique et social", a lancé Benoît Hamon. @ AFP

L'ex candidat PS à la présidentielle appelle à assumer, face à Emmanuel Macron et au gouvernement, "une forme de harcèlement politique et social".

L'ex candidat PS à la présidentielle, [Benoît Hamon](#), ([Génération-S](#)) appelle, dans une interview à paraître lundi dans [La Marseillaise](#) à "une riposte sans répit" à l'encontre du président de la République [Emmanuel Macron](#) et son gouvernement.

"Face à Macron, il faut assumer une forme de harcèlement politique et social. C'est un gouvernement qui harcèle les Français par des réductions de moyens pour l'école publique et les maisons de retraite, des droits en moins pour les salariés du privé, des postes et des missions en moins dans les services publics, des libertés en moins dans l'espace public", estime Benoît Hamon au lendemain de la manifestation "[la fête à Macron](#)", à laquelle il a participé à Paris.

La force de Macron est de croire "qu'il n'y aurait pas d'alternative". "Il faudrait une riposte qui soit une riposte sans répit. Il ne faut lui laisser aucun répit, car lui-même ne laisse aucun répit aux Français", ajoute [l'ex-candidat PS à la présidentielle](#). Selon lui " la gauche a besoin de poser des actes de résistance en commun". Benoît Hamon appelle à "résister dans la rue, sur Internet, partout où nous pouvons pour contrer le démantèlement des services publics, parce que c'est cela dont on parle, ainsi que les droits des salariés". "La force du projet de Macron et des libéraux s'appuie sur l'idée qu'il n'y aurait pas d'alternative. À nous de montrer qu'il existe une alternative démocratique, sociale, écologique, qui se trouve à portée de mains et que rien n'interdit de mettre en oeuvre.", ajoute-t-il.

Poutou veut une "radicalisation de la contestation politique"

Dans une interview à paraître lundi dans [La Marseillaise](#), l'ex-candidat à la présidentielle, Philippe Poutou (NPA) appelle à une "radicalisation de la contestation politique", envers le président de la République Emmanuel Macron. "Stopper Macron, c'est aussi une question de rapports de force. C'est l'histoire d'un mouvement social qui est à reconstruire pour pouvoir transformer radicalement la société. Comme en 1936 et en 1968, il faut organiser une radicalisation de la contestation politique", indique-t-il. La "casse" sociale "se fait avec une violence inouïe", dénonce-t-il et "notre camp est beaucoup trop gentil, trop résigné. Pour faire tomber cette saloperie de système, on ne peut pas réagir avec les seuls Fête à Macron et autres belles manifs, même si ces leviers sont nécessaires", estime M. Poutou au lendemain de la manifestation "la fête à Macron", à laquelle il a participé. "Il faut travailler à la construction d'une unité politique, syndicale et associative", ajoute-t-il en jugeant que le "rendez-vous unitaire du 26 mai est une bonne chose" dans cette perspective.

Par Rédaction Europe1.fr avec AFP

Europe 1

LAPRESSEENREVUE.EU

II) Après son agression, Robert Ménard : "des élus socialistes, des insoumis, de nombreux maires filmaient et souriaient quand j'étais à terre"

Par [Pierre Dumazeau](#)



Photo © UGO AMEZ/SIPA

Entretien. Le maire de Béziers Robert Ménard revient pour *Valeurs* sur les circonstances de son agression ce week-end.

Valeurs actuelles. Pouvez-vous raconter en détails votre agression ?

Je me rendais dans ce petit village (Saint-André de Cubzac, en Gironde) pour une réunion avec les élus locaux sur l'union des droites. J'ai déjeuné avec ces élus, et l'après-midi nous nous sommes ensuite rendus dans une salle de cette petite ville pour une réunion publique. Je suis arrivé sans gardes du corps, car je n'en ai jamais, et il y avait déjà une cinquantaine de personnes qui vociféraient, qui hurlaient. Ils ont le droit, c'est la démocratie. Sauf qu'à un moment, un homme m'a frappé derrière la tête, avec sa main ou avec un objet je ne sais pas, j'ai vacillé et j'ai eu affreusement mal.

J'ai continué mon chemin, et les gens autour de moi ont continué à me bousculer, je suis tombé une deuxième fois. Je me suis à nouveau fait mal... tout ça sous les yeux des élus locaux ! Il y avait des élus socialistes, des insoumis, de nombreux maires... qui filmaient et souriaient quand j'étais à terre ! J'ai eu quatre jours d'ITT (Interruption temporaire de Travail) complets et dix jours d'ITT partiels. Je pose une seconde question : quid des gendarmes ? Ils ne sont pas intervenus ! ça n'arriverait jamais dans ma ville. Le sous-préfet de permanence a volontairement minimisé les choses. Que ce soit clair : je n'accuse pas les gendarmes, j'ai trop de respect pour eux et je sais le travail qu'ils font.

Valeurs actuelles. Pourquoi selon vous il n'y a pas eu de réaction « officielle » ?

L'absence de réaction officielle est invraisemblable ! J'ai eu quatre jours d'ITT complets. Quand Nathalie Kosciusko-Morizet a été bousculée, le tollé a été général. Et à juste raison ! Elle avait eu deux jours ITT... Même Edouard Philippe avait réagi et pris position, cela avait fait la une des médias ! Imaginez un instant

que ce soit un autre élu que moi, imaginez si un élu d'extrême-gauche avait été bousculé par l'extrême-droite ! Il y aurait donc deux sortes d'élus ? Pas un mot du ministre de l'Intérieur. Je suis un élu de la République ! La classe politique traditionnelle pousse de grands cris d'Orphraie. En dehors d'Eric Ciotti et de quelques députés LR que je salue, qui a dit quelque chose aux Républicains ?

Valeurs actuelles. Qu'attendez-vous désormais de la justice ?

J'ai porté plainte avec constitution de partie civile. Il s'agit de violence en réunion contre un élu de la République. La gendarmerie m'a assuré de sa volonté d'avancer. Je souhaite que les auteurs soient punis mais qu'on s'interroge surtout sur certaines personnes.

Avant ma visite, le responsable local d'*En Marche* avait dit de tels mensonges à mon égard, en disant par exemple qu'il y avait des milices à Béziers ! Quand on chauffe à blanc, on porte une part de responsabilité. La classe politique traditionnelle ne s'offusque que dans certains cas. A part Marine Le Pen, Nicolas Dupont-Aignan, Jean-Frédéric Poisson, et certains autres que je salue, c'est silence complet. Quel silence ahurissant !

Propos recueillis par [Pierre Dumazeau](#)

VALEURS

III) Emmanuel Macron et les journalistes, c'est compliqué

[Arnaud Mercier](#)

En un an de présidence, Emmanuel Macron a tenté plusieurs stratégies avec les médias. Sans afficher une ligne réellement cohérente.



Emmanuel Macron au Touquet (Pas-de-Calais), le jour du premier tour de l'élection présidentielle, le 23 avril 2017. | Philippe Huguen / AFP

Au moment du bilan d'une année de communication du président Macron apparaît une tension dialectique faite de beaucoup de contradictions et d'évolutions plus ou moins

ordonnées. Dans sa relation aux médias, le chef de l'État a fait successivement ou «*en même temps*» contre les journalistes en les critiquant vertement, sans les journalistes en les mettant à distance et en privilégiant les réseaux socionumériques, mais aussi avec les journalistes dès lors qu'il s'était convaincu qu'il n'avait pas d'autre choix ou que cela était bénéfique au contrôle obsédant de son image.

Et puisqu'il alterne actes de communication symbolique et solennelle et mises en scène intimistes et décalées, il est difficile de restituer une stratégie cohérente.

Contre les journalistes

Durant sa campagne électorale, Emmanuel Macron a, comme beaucoup d'autres candidats, surfé sur une vague de défiance vis-à-vis des journalistes, en ayant néanmoins pris soin d'utiliser *Paris Match* pour faire de sa romance inhabituelle avec sa femme, un atout charme. Fort de son analyse que François Hollande avait terni sa crédibilité personnelle en abusant des confidences aux journalistes et que Nicolas Sarkozy avait dégradé la fonction présidentielle en jouant l'hypermédiatisation, il a promis qu'il ne s'abîmerait pas dans «*une présidence bavarde*».

Cela semblait annoncer qu'il renouerait avec une parole rare et précieuse théorisée par l'ancien conseiller des présidents Mitterrand et Chirac, Jaques Pilhan. Celui-ci préconisait de «*passer d'une gestion réactive de la demande des médias à une volonté d'imposer votre choix et votre rythme propres, votre écriture médiatique*», en pointant que «*si je me tais pendant un moment, le désir de m'entendre, compte tenu du fait que je suis président de la République, va s'aiguïser*».

Pour Emmanuel Macron, les journalistes politiques poussent au bavardage et ne feraient que du commentaire au détriment du fond. Selon Olivier Bost, de RTL, il considère que «*les questions de journalistes n'intéressent que les journalistes*». On le perçoit bien dans plusieurs piques qu'il a adressées à la profession depuis un an, car Emmanuel Macron n'hésite pas à rabrouer les journalistes, spécialement quand ils l'interrogent sur des sujets ou d'une façon qui lui déplait.

Lors d'un déplacement dans le Limousin, le 9 juin 2017, il affirma ainsi qu'il voulait ne pas être amené à parler de ce vers quoi les journalistes l'entraînaient: «*Quand je viens sur un sujet que j'ai choisi, je parle du sujet que j'ai choisi. Je ne fais pas des commentaires d'actualité*».

Interrogé par un journaliste du magazine de France 2, Complément d'enquête, le 4 septembre 2017, sur sa relation distante aux médias, sa réponse cinglante fuse: «*Les journalistes ont un problème. Ils s'intéressent trop à eux-mêmes et pas assez au pays. Parlez-moi des Français! Ça fait cinq minutes que vous me parlez et vous ne me parlez que des problèmes de communication et de problèmes de journalistes, vous ne me parlez pas de la France*». Critique forte qui remet en cause la fonction même de médiateurs des journalistes.

A une autre journaliste qui lui demandait, lors d'une conférence de presse à l'ONU le 20 septembre 2017, pourquoi il avait choisi de s'exprimer sur la chaîne américaine CNN plutôt que dans un média français, il commença par ironiser: «*Je vous remercie pour cette question de fond*», puis il révéla son jugement très critique de la presse hexagonale: «*Peut-être parce que les médias français s'intéressent trop à la communication et pas assez au contenu. Je m'exprimerai devant les médias français, mais quand je vois le temps passé, depuis quatre mois, à ne commenter que mes silences et mes dires, je me dis que c'est un système totalement narcissique*».

A distance des journalistes

Fort de toutes ces considérations critiques vis-à-vis de ce qu'il considère être le fonctionnement du journalisme politique en France, Emmanuel Macron a décidé de mettre la presse à distance.

Dès la mi-mai à l'occasion de son premier voyage officiel à l'étranger, au Mali, le ton était donné. Le service de presse de l'Élysée souhaitait que ce ne soit pas forcément les journalistes accrédités à la présidence de la République qui le suivent. Cela a heurté les médias. Une quinzaine de rédactions ont aussitôt protesté par une lettre ouverte, le 18 mai 2017: «*Ce n'est pas au président de la République, ou à ses services, de décider du fonctionnement interne des rédactions, du choix de leurs traitements et de leurs regards. [...] Alors que la défiance pèse de plus en plus sur l'information, choisir celui ou celle qui rendra compte de vos déplacements ajoute à la confusion entre communication et journalisme, et nuit à la démocratie*».

Afin d'éteindre l'incendie, un communiqué a été envoyé à l'association Reporters sans frontières pour expliquer l'origine du hiatus. On y apprend que le chef de l'État, «*très attaché au traitement de fond des sujets, souhaite ouvrir l'Élysée aux journalistes sectoriels qui portent sur l'action présidentielle un autre regard. C'est dans cet esprit qu'il a été proposé aux rédactions d'élargir aux journalistes spécialisés Défense ou Diplomatie le voyage officiel auprès des forces armées*». S'exprime en creux sa défiance vis-à-vis des «*journalistes politiques*» qui s'intéresseraient plus aux vicissitudes de la vie politique et à la forme qu'au fond des sujets. Devant le tollé, il a dû néanmoins reculer.



Macron partout. | Montage The Conversation

Mais la mise à distance n'en a pas moins perduré, avec par exemple le choix de ne plus reproduire le cérémonial des grandes conférences de presse de son prédécesseur et que le général de Gaulle avait initiées.

De façon générale, Sibeth Ndiaye, la responsable du service de presse de la présidence, après l'avoir été pour le candidat Macron, tient l'agenda médiatique d'une main ferme, et les journalistes à distance, en les triant au besoin. C'est ainsi qu'est

refusé un accès automatique de tous les médias à tous les événements élyséens. Et le 14 février 2018, Sibeth Ndiaye a annoncé le projet de transfert de la salle de presse hors du palais présidentiel, ce qui implique que les médias soient moins en capacité de croiser de façon plus ou moins informelle les conseillers du prince. Selon l'association de la presse présidentielle, «*ce déménagement hors les murs de l'enceinte principale du palais constitue pour les journalistes une entrave à leur travail*». Crispation expliquée à l'Élysée par le fait qu'il «*y a des privilèges qui tombent*». Cette formule en dit long: la proximité serait un privilège par rapport à une mise en retrait qui serait la bonne distance.

De tout ceci, le président Macron s'en ouvert franchement, le 3 janvier 2018, lors de ses vœux à la presse: «*Votre travail [...] ce n'est ni la confiance dont la France a le secret [...] ni la connivence. Et donc cette saine distance ne facilite peut-être pas votre travail ou des habitudes qui avaient été prises [...] mais elle est à la base de l'exigence que nous partageons*».

Des réseaux sociaux pour essayer de se passer des médias

Il se permet d'autant plus cela qu'il possède avec les réseaux socionumériques un puissant outil de désintermédiation journalistique, ses comptes lui permettant de diffuser directement aux Français (une obsession chez lui) ses propres images tant des événements à l'intérieur de l'Élysée que des visites extérieures.

Les Facebook live (pour ses plus de 2 millions d'abonnés) sont réguliers, tout comme les tweets (presque 3 millions d'abonnés). Tout le monde se souvient de sa petite vidéo mondialement virale, morigénant Donald Trump pour sa décision de sortir les États-Unis des accords de Paris sur le climat, par une formule qui fit mouche: «*Make our planet great again*». Il obtint alors plus de 100.000 coups de cœur.



Avec les médias pour parfaire son image

Le président Macron sait néanmoins utiliser les médias pour sa scénographie politique personnelle, en important souvent des éléments de mise en scène à l'américaine très inspirées de Barack Obama, visiblement un modèle pour lui.

Ainsi, sa signature face caméra des lois sur la moralisation de la vie politique, le 15 septembre 2017, pour leur promulgation au *Journal officiel*, et d'autres depuis. Il a tenu également à mettre en scène sa présidentialité par de nombreuses images symboliques: arrivée théâtrale au pied de la pyramide du Louvre le soir de victoire, remontée des Champs-Élysées en véhicule militaire le jour de sa prise de fonction, traversée de la galerie des Batailles du Château de Versailles en compagnie de Vladimir Poutine...

Pour s'assurer d'une production d'images valorisantes, Emmanuel Macron a aussi choisi une photographe attitrée, Soazig de La

Moissonnière, qui l'accompagne dans tous ses déplacements et jouit d'accès privilégiés. Elle distille régulièrement ses clichés sur [son compte Twitter](#), en noir et blanc. On y voit l'envers du décor, des plans inédits et la symbolique politique à l'œuvre. Les contre-plongées et les jeux de profondeur de champ sont mis au service de la grandeur présidentielle.



Avec les médias pour renouer avec les Français

Mais au-delà de cette anthropologie politique de la communication pour incarner la fonction présidentielle, il a rapidement dû revenir vers les médias pour expliquer sa politique. Il s'est rendu compte dès l'été que ses silences sur les mesures impopulaires du gouvernement nuisaient à sa popularité sondagière, que son silence pesant installait l'idée d'un manque de vision. D'où son revirement, que les médias ont immédiatement perçu.

[Europe1 évoque, fin août](#), «le virage à 180° d'Emmanuel Macron sur sa stratégie de communication». Et, en effet, il a invité, le 24 août, trois journalistes (de *L'Obs*, *Le Monde* et *Ouest-France*) à bord de l'avion présidentiel entre Salzbourg et Bucarest pour parler à bâtons rompus. Ce fut la première rupture avec la règle énoncée du refus du *off*. Puis il livra, le 31 août, au *Point*, un «grand entretien» pour exposer son projet pour la France et pour l'Europe sur vingt pages, justifiant toutes ses réformes.

Il a invité les présentateurs du soir de TF1 et LCI dans son bureau (le 15 octobre) pour une [interview tristement classique](#), avant de s'inviter au 13 h de Jean-Pierre Pernaut (le 12 avril 2018), mais dans une salle de classe de l'école d'un petit village pour rénover la mise en image. Quand est venu le tour de servir France 2, le 17 décembre, Emmanuel Macron a voulu renouveler le style, grâce à une [interview ambulatoire](#) dans les salons de l'Élysée. Mais sur le fond, tout le monde a critiqué Laurent Delahousse pour son absence de combativité.



<https://youtu.be/n-fVecOXGBM>

Erreur que ne recommettra pas le Président, le 15 avril 2018, en associant un duo inédit et explosif (Edwy Plenel et Jean-Jacques Bourdin) choisis pour leur pugnacité. Le public fut servi, Emmanuel Macron boxa avec eux, les accusant même d'être plus militants que journalistes, puisque, irrévérencieux, ils avaient choisi de «[casser les codes](#)» d'une interview habituellement «*monarchique*» selon eux.

Loin donc de rompre avec la «*présidence bavarde*» de son prédécesseur, Macron se prête aussi au jeu des questions-réponses pour le site pour jeunes et spécialisé dans la pop culture, Kombini; il répond à l'appel de l'animateur populaire chez les jeunes de la chaîne C8, Cyril Hanouna; et s'affiche aux côtés des athlètes pour obtenir les Jeux olympiques à Paris, boxant ou jouant au tennis dans un [fauteuil pour handisport](#).

Convaincu qu'il a marqué des points dans sa campagne en allant au-devant des ouvriers de Whirlpool à Amiens, il aime aussi se mettre en scène au milieu des manifestants pour leur apporter la contradiction verbale, montrant face caméras qu'il «*n'est pas un planqué*».

Enfin, ce panorama serait incomplet sans évoquer la peopolisation de l'image du couple présidentiel. La production d'images glamour est le résultat d'un partenariat assumé avec [Michèle Marchand, patronne de l'agence Bestimage](#), qui garantit un accès privilégié à des paparazzis triés sur le volet afin d'éviter les risques des images volées, comme le scooter de François Hollande qui dénuda sa vie privée et le fit plonger dans le ridicule du vaudeville.

Une communication pas très cohérente

De toutes ces expériences médiatiques ressort la volonté de trouver un (improbable) point d'équilibre entre un Président jupitérien, un Président proche des Français et au charbon, notamment à l'international, et une personnalité privée cool et moderne, à la Obama.

Si chaque séquence peut s'analyser comme plutôt réussie, l'équilibre global semble plutôt incohérent et guidé par la seule intuition pragmatique d'Emmanuel Macron lui-même. L'an II du quinquennat sera-t-il celui où ces incohérences seront perçues comme des contradictions ?



IV) Les arguments foireux des macronistes pour justifier les ristournes de la campagne présidentielle

Par [Hadrien Mathoux](#)



D'après les membres de la majorité entourant Emmanuel Macron, les réductions dont a bénéficié le candidat lors de ses meetings s'expliquent par une utilisation habile du calendrier et des bénévoles dévoués. Cet argumentaire est en fait bien fragile.

Petit tuyau pour béotiens de la politique : lorsque plusieurs responsables d'un même camp ressortent tous le même exemple au même moment, on appelle ça un élément de langage. L'entourage d'Emmanuel Macron a ainsi réagi dans une belle unité aux révélations de *Mediapart*, puis de *L'Obs* et du *Monde* concernant les comptes de campagne du président : comment le candidat Macron a-t-il pu bénéficier de ristournes très avantageuses lors de ses meetings (30, 40, voire 100% du montant remboursé) alors que ses rivaux n'en ont pas vu la couleur ?

Très vite, la contre-attaque des macronistes s'est fondée sur trois piliers : la présence de "*professionnels de l'événementiel*" dans l'équipe de campagne d'Emmanuel Macron aurait permis de mener des négociations agressives pour faire baisser les prix ; les dates de location des salles auraient été choisies habilement à des périodes où les meetings étaient moins chers ; enfin, le dévouement des bénévoles macronistes pour mettre la main à la pâte aurait permis de faire sortir certaines prestations du coût total.

Le premier argument est le plus crédible. Le porte-parole du gouvernement Benjamin Griveaux louait ainsi le 3 mai sur France Inter le travail des "*pros de l'événementiel qui ont bien négocié*", tout comme le député LREM Sacha Houlié le lendemain sur BFMTV. Cette ligne de défense très "*start-up nation*" consiste en fait à dire que les autres candidats étaient incapables de faire baisser les tarifs par la discussion commerciale. Ceci expliquerait en partie l'écart colossal entre les ristournes accordées à Macron et l'absence de faveurs envers François Fillon ou Jean-Luc Mélenchon... Si l'argument peut se concevoir, il occulte des éléments troublants : Olivier Ginon, patron de GL Events, l'entreprise qui a accordé de nombreuses réductions à Emmanuel Macron, [est un vieux complice](#) du ministre de l'Intérieur Gérard Collomb ; pareillement, l'ancien PDG d'Eurydice, une compagnie ayant opéré une ristourne de 12.583 euros pour un meeting à Arras, travaille aujourd'hui au pôle Images et Evénements de l'Élysée. Être un "*pro de l'événementiel*" est utile, certes, mais la question que posent les révélations autour des comptes de campagne est surtout celle de la manière dont l'équipe d'Emmanuel Macron a pu (ou pas) tirer avantage de liens personnels avec ces "*professionnels*".

Les meetings de Macron, des chambres d'hôtel hors saison ?

Le deuxième argument, celui des dates de réservation des salles, a donné lieu à de réjouissantes métaphores. "*Si vous prenez un billet d'avion le 24 décembre pour partir au soleil, ça va vous coûter plus cher que si vous partez deux mois avant*", a expliqué Benjamin Griveaux sur France Inter.

«*Quand vous louez une suite de luxe avec vue sur la mer et petit-déjeuner en chambre, ce n'est pas le même tarif que quand vous prenez la chambre de base, au mois d'octobre, hors-saison sans petit déjeuner*», a osé Marlène Schiappa sur Europe 1 le 6 mai.

Ces images ont toutes été convoquées pour servir un seul exemple : celui de la location de la Mutualité, dans le 5e arrondissement de Paris. Cette salle a abrité un meeting d'Emmanuel Macron le 12 juillet 2016. Une ristourne de plus de 15.000 euros a été accordée à cette occasion. "Effectivement, ça coûte moins cher de louer la Mutualité en plein été qu'au mois de janvier ou au mois de mars 2017, en pleine campagne électorale, comme l'ont fait François Fillon et Benoît Hamon", balaie Sacha Houlié. Bien qu'imprécise - Benoît Hamon a loué la salle le 5 février et le soir du premier tour le 23 avril et François Fillon y était le 14 janvier -, l'idée est là. Elle est d'ailleurs confirmée par GL Events, qui indique que l'activité estivale est très faible à Paris et conduit à une baisse des prix.

Sauf que cet argument ne tient pas sur la longueur. La réduction accordée pour la Mutualité est saisonnière, mais d'autres ristournes ont concerné des meetings qui, eux, n'ont pas du tout eu lieu lors de périodes creuses. Celui de Bercy, par exemple, s'est tenu le 17 avril 2017, à quelques jours du premier tour de la présidentielle : cela n'a pas empêché l'entreprise M'Vision d'accorder un cadeau de près de 30%, soit 21.647,88 euros de remise. A Arras, le 26 avril, entre les deux tours, Emmanuel Macron a bénéficié de 12.583,49 euros de ristourne de la part de la société Eurydice. Le vainqueur de la présidentielle n'a donc pas loué l'équivalent de "chambres de base hors-saison sans petit déjeuner" pendant toute la campagne...

Ranger soi-même les chaises, un gain à 200 000 euros

Dernier élément de la défense du gouvernement : le dévouement des militants LREM. Curieusement, c'est la même anecdote qui est revenue dans la bouche de trois proches du président. Benjamin Griveaux le 3 mai : "On avait des centaines et des centaines de bénévoles qui nous ont aidé à faire le montage de scènes, etc." ; Marlène Schiappa le 6 : "Nous avons énormément de marcheurs, de helpers, qui étaient présents et engagés, et qui allaient chercher les chaises, et qui installaient 5.000 chaises, et qui renlevaient 5.000 chaises, et qui mettaient les tables, et qui enlevaient les tables, qui montaient les estrades, qui démontaient les estrades." Et Julien Denormandie, secrétaire d'Etat, le même jour : "Moi j'ai fait tous les meetings : à la fin d'un meeting, c'est nous, ce sont les adhérents, ce sont les salariés du mouvement, qui enlevaient toutes les chaises, qui avant les meetings installaient la sono ou la scénographie."



Une telle abnégation fait certes honneur aux "helpers" d'En Marche, mais peut-on affirmer comme Julien Denormandie que "d'autres partis ne faisaient pas du tout le même procédé", alors que les autres candidats disposaient également d'un puissant réseau de militants ? Surtout, accorde-t-on des ristournes d'un total de 208.984,33 euros à un candidat sous prétexte que ses partisans rangent les chaises à la fin des meetings ? Pour répondre à ces réserves, les proches d'Emmanuel Macron répètent que les comptes de campagne de leur favori ont été "validés par la Commission nationale des comptes de campagne (CNCCFP)", ce qui certifierait leur "sincérité". C'est oublier que la Commission travaille avec des moyens très réduits, largement insuffisants pour contrôler avec efficacité les comptes des candidats. Elle est ainsi passée complètement à côté de l'affaire Bygmalion lors de la campagne de Nicolas Sarkozy en 2012... Et en janvier dernier, le rapporteur chargé des comptes de Jean-Luc Mélenchon avait [claqué la porte](#) pour protester. Le quitus de la Commission est donc loin d'être un gage indiscutable de régularité.



V) Interdire les radars privés embarqués? Le maire de Naujac-sur-Mer tente sa chance

Alors que les radars embarqués privés devraient flasher dans toute la France d'ici à 2020, le maire de Naujac-sur-Mer (Gironde) a pris fin avril un arrêté municipal interdisant la circulation de



Le maire de Naujac-sur-Mer invoque le code de la route pour interdire

Le maire de Naujac-sur-Mer (Gironde) n'aime pas les radars privés embarqués, système de verbalisation des automobilistes à l'essai dans l'Eure depuis quelques semaines et déjà décrié. Il devrait cependant être généralisé à toute la France d'ici à 2020.

Jean-Bernard Dufourd, l'édile LR de ce petit "Paradis du Médoc" d'environ un millier d'habitants a donc décidé de prendre les devants et d'interdire par arrêté municipal ce type de véhicules sur sa commune, le 29 avril dernier.

Ce n'est pas normal de déléguer ce service là. En plus on voit bien par exemple, qu'avec le stationnement qui a lui aussi été privatisé il y a eu des abus dans de nombreuses villes et là ce sera la même chose", a-t-il déclaré à [France Bleu](#).

"Et puis nous avons des gens dont c'est le métier, alors on a qu'à donner des moyens

supplémentaires à la police et à la gendarmerie au lieu de déléguer des tâches à des sociétés privées", ajoute le maire.

Mais ces considérations ne constituant pas une base légale suffisante, Jean-Bernard Dufourd a décidé de s'appuyer sur une règle qui n'a a priori pas grand chose à voir avec les radars mais serait susceptible de s'appliquer en la matière.

[L'article R412-6 du code de la route](#) relatif à la maîtrise du véhicule par son conducteur précise notamment que "ses possibilités de mouvement et son champ de vision ne doivent pas être réduits par le nombre ou la position des passagers, par les objets transportés ou par l'apposition d'objets non transparents sur les vitres".

Or, les radars embarqués supposent l'installation de caméras et d'écrans, notamment au niveau du pare-brise avant, qui n'occulte toutefois que très partiellement le champ de vision.



L'arrêté risque donc fortement d'être contesté soit par les services de l'Etat, soit par les sociétés gérant ces radars. La préfecture de Gironde se serait déjà penchée sur sa légalité, et il est difficile d'imaginer que le dispositif, déjà utilisé par les forces de l'ordre, ne puisse être appliqué dès lors qu'un arrêté municipal l'interdit.

Jean-Bernard Dufourd avait déjà critiqué la décision du gouvernement de baisser la vitesse limite hors agglomération de 90 km/h à 80 km/h en évoquant l'idée de prendre un arrêté municipal interdisant "à tout véhicule de se déplacer en marche avant, mais uniquement en marche arrière pour éviter les collisions frontales".



**A Suivre...
La Presse en Revue**